

CONSEIL MUNICIPAL DU 17/02/2015

ANNEXES

2015 - 31 PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL OUEST 06
CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES



Convention W 5 « Optimiser la logistique urbaine à l'échelle de l'Ouest 06 »

Plan Climat Energie

ANTIBES - CANNES - CAPG - CAPL - CASA - GRASSE

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

- Vu l'article 8 du Code des marchés publics relatif au groupement de commandes,
- Vu le paragraphe 5.1 de la Circulaire du 3 août 2006, portant manuel d'application du code des marchés publics,

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 Antibes ; représentée par son président, Monsieur Jean LEONETTI, qui a donné délégation à Monsieur le vice-président délégué à l'environnement et la biodiversité pour agir en son nom et pour le compte de la communauté d'agglomération par délibération du bureau communautaire en date du 26 janvier 2015 ;

ET

La **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, ci-après désignée CAPG, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre-Sémard, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son président, Monsieur Jérôme VIAUD ou, à défaut, par l'élu référent agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération en date du 6 juin 2014 ;

ET

La **Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins**, ci-après désignée CAPL, dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son président, Monsieur Bernard BROCHAND qui a donné délégation à Monsieur le vice-président délégué aux finances et à l'environnement agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération par délibération en date du 20 juin 2014 ;

ET

La **commune d'Antibes-Juan-Les-Pins**, sise Cours Masséna à Antibes, représentée par son maire, M. Jean LEONETTI, député des Alpes-Maritimes ou, à défaut, par Monsieur l'adjoint délégué à l'urbanisme, à l'environnement et au développement durable agissant au nom et pour le compte de la commune par arrêté de délégation en date du 1^{er} avril 2014 ;

ET

La **commune de Cannes**, dont le siège social est situé en l'hôtel de ville, place Bernard-Cornut Gentile, CS 30140, 06406 CANNES cedex ; représentée par son maire, Monsieur David LISNARD ou, à défaut, par l'élu référent agissant au nom et pour le compte de la commune par délibération du conseil municipal en date du 5 avril 2014 ;

ET

La **commune de Grasse**, dont le siège social est situé en Mairie de Grasse, BP 12069, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son maire, Monsieur Jérôme VIAUD ou, à défaut, par l'élu délégué au Plan Climat, à l'Ecologie et au Développement Durable agissant au nom et pour le compte de la Commune par délibération du conseil municipal en date du 1^{er} juillet 2014.

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « collectivité » ou « partie » ou « signataire ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

L'action W5 « optimiser la logistique urbaine à l'échelle Ouest 06 » fait partie du Plan Climat Energie Territorial Ouest 06, faisant l'objet d'une convention cadre de partenariat entre les Communautés d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA), Pays de Grasse (CAPG), Pays de Lérins (CAPL), et les Communes d'Antibes Juan-Les Pins, Cannes et Grasse.

La présente convention s'inscrit dans les lignes directrices de la convention cadre « Mise en œuvre du PCET Ouest 06 » adoptée par délibérations :

- N°CC 2014-092 du conseil communautaire de la CASA en date du 30 juin 2014,
- N°DL 20140711-309 du conseil communautaire de la CAPG en date du 11 juillet 2014,
- N°27 du conseil communautaire de la CAPL en date du 20 juin 2014,
- N°2557/14 du conseil municipal d'Antibes-Juan-Les Pins en date du 11 juillet 2014,
- N°56 du conseil municipal de Cannes en date du 23 juin 2014,
- N°2014-154 du conseil municipal de Grasse en date du 1^{er} juillet 2014.

IL EST ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes pour mettre en œuvre la procédure de marchés publics relative à l'action commune du PCET Ouest 06 : « Optimiser la logistique urbaine à l'échelle de l'Ouest 06 » entre la CASA, CAPG, CAPL, Cannes, Grasse et Antibes.

ARTICLE 2 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 3 : MISSIONS DU COORDONNATEUR

En tant que coordonnateur, la CASA sera chargée de mettre en œuvre la procédure de marchés publics et ses éventuels avenants et de les faire exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

ARTICLE 4 : MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le groupement de commandes est constitué par 6 collectivités dénommées « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention :

- la Communauté d'Agglomération Pays de Grasse
- la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins
- la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
- la Commune d'Antibes-Juan-les-Pins
- la Commune de Cannes
- la Commune de Grasse

ARTICLE 5: COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'Appel d'Offres désignée est celle du coordonnateur.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION – DATE D’EFFET

La durée de la présente convention est liée à l'exécution de la prestation telle que définie à l'article 1.

ARTICLE 7 : GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT

Les phases d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation de l'action sont conduites par le chargé de mission mutualisé, l'équipe de projet et le comité décisionnel, désignés conformément aux termes de la convention de partenariat inter-collectivités - mise en œuvre du PCET Ouest 06 en date du 14 novembre 2014.

Article 7.1 : Le chargé de mission mutualisé

Le chargé de mission mutualisé conduit le projet. Il a en charge le suivi administratif, technique et financier de l'action, en lien avec le comité décisionnel et l'équipe de projet et les services du coordonnateur.

Cette mission de coordination est réalisée en trinôme avec le responsable Agenda 21 et PCET et le chef du service régulation du trafic et réseaux de la ville de Cannes.

Article 7.2 : L'équipe de projet

Article 7.2.1 : Composition de l'équipe de projet

L'équipe de projet, est composée des chargés de missions spécialisés, responsables énergie ou développement durable de chaque collectivité signataire.
Elle s'adjoit les personnes compétentes des collectivités sur la thématique.

CASA : Benoît Ferry, chargé de mission énergie et PCET ; Sana Hamoudi, chargée d'études observatoire déplacement

CAPG : Julien Jamet, responsable du service climat-air-énergie ; Raphaël Flatot, responsable du service déplacement-transport ; Gilles Gaveau, directeur aménagement, Directrice Générale Adjointe Moyens Aménagement et Cadre de Vie.

CAPL : Noémie Samson, chargée de mission PCET

Cannes : Pascal Teisseire, chef du service régulation du trafic et réseaux ; Benoît Agassant, responsable de l'Agenda 21 et du PCET

Grasse : Anne-Marie Sabatier, responsable développement durable ; Marie Chabaud, responsable du service gestion du domaine public.

Antibes : Marion Kober, responsable du service maîtrise de l'énergie ; le responsable du service du réseau routier.

L'équipe de projet se réunit en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 7.2.3 : Rôle de l'équipe de projet

L'équipe de projet a pour missions de permettre aux membres du groupement de commandes de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Son rôle est de participer à la conception et au suivi de l'action :

- de participer à l'élaboration des cahiers des charges du marché, en vue de permettre au coordonnateur de constituer les dossiers de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de choisir le candidat ;
- d'intervenir tout au long de l'exécution de la prestation, d'effectuer tous les contrôles nécessaires au bon déroulement de cette prestation et de remettre, en tant que de besoin, les rapports de constat de réalisation ouvrant droit au paiement.
- de participer aux échanges d'expériences, rédaction de tous les documents administratifs et/ou techniques.

Elle doit faciliter les contacts avec les acteurs et partenaires des territoires.

Article 7.3 : Le comité décisionnel

Un comité décisionnel spécifique à l'action est mis en place.

Article 7.3.1 : Composition du comité décisionnel

Il est composé de l'équipe de projet et des responsables hiérarchiques, des élus pilotes, Mr Thierry OCCELLI, vice-président en charge de la mobilité et des transports pour la CASA, Mme Pascale VAILLANT en charge de l'environnement, la qualité de vie et la protection du patrimoine naturel et Mme Claire-Anne REIX, en charge du Plan Climat pour la commune de Cannes et des élus directement impliqués par la thématique pour chacune des parties.

Les élus pilotes assurent la coordination politique de l'action pour le compte de l'ensemble des membres.

Article 7.3.2 : Fonctionnement du comité décisionnel

Les élus disposent d'une voix délibérative par collectivité.

Le quorum est atteint lorsque tous les partenaires sont représentés.

Les élus ont la possibilité de se faire représenter en donnant un pouvoir à un élu membre du comité décisionnel ou à un agent qu'il aura désigné. Ce pouvoir est matérialisé par un courrier ou mail.

Les décisions sont prises à la majorité.

En cas d'égalité des voix, le projet devra être reformulé et sera soumis au vote une nouvelle fois.

Le comité décisionnel se réunira en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

Article 7.3.3 : Rôle du comité décisionnel

Le comité décisionnel prend toutes les décisions relatives à la vie du groupement de commandes, aux orientations, objectifs, phasage, budget, et mise en œuvre de l'action.

Il en assure son évaluation.

Les élus s'assurent de la programmation budgétaire de l'action au sein de leur collectivité.

ARTICLE 8 : TYPE DE MARCHE ET PROCEDURE

La procédure sera mise en œuvre conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 9.1 : Détermination des coûts prévisionnels

La mise en œuvre de l'action W5 « Optimiser la logistique urbaine à l'échelle de l'Ouest 06 » requiert :

- un accompagnement méthodologique d'un coût prévisionnel de 10 000 € TTC

Article 9.2 : Subventions prévisionnelles

Il n'y a pas de subventions fléchées à ce jour sur cette dépense.

Article 9.3 : Clé de répartition en fonction de la nature des coûts

Les coûts sont répartis à part égale entre les 6 partenaires.

Le détail des coûts prévisionnels par signataire est le suivant : (10000 /6) 1 666,66 € TTC.

Article 9.4 : Gestion des subventions

Dans le cas où une subvention serait accordée pour ce projet après la signature de cette convention :

Le coordonnateur est chargé de solliciter les subventions, de présenter les pièces justificatives aux financeurs. Il perçoit les subventions pour le compte de l'ensemble des partenaires.

Il les affecte aux partenaires suivant la même clé de répartition que celle utilisée pour le partage des coûts subventionnés.

La part de subvention de chaque partenaire sera déduite du montant du titre de recette.

Article 9.5 : Modalités de paiement

A l'issue des contrôles, les rapports produits par l'équipe de projet seront remis à chaque membre du groupement.

La CASA, en tant que coordonnateur, paye la totalité des prestations. Un titre de recettes semestriel sera adressé à chaque signataire, en avril et octobre de chaque année, prescrivant les frais qu'elle a engagés pour le compte de l'ensemble des partenaires, déduction faite des subventions le cas échéant.

Dès l'attribution du marché, les signataires seront informés du montant et de leur contribution respective.

Le coût final pris en charge par chaque membre sera établi en fonction du montant réel des prestations et des subventions réellement perçues.

ARTICLE 10 : ENGAGEMENT DES SIGNATAIRES

Chaque partie à la présente convention s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de l'action commune W5 « Optimiser la logistique urbaine à l'échelle de l'Ouest 06 ».

Les signataires doivent fournir tous les moyens nécessaires à l'équipe de projet et aux élus référents pour mener à bien leur mission ; doivent mobiliser l'ensemble de leurs services pour une meilleure collaboration ; doivent participer activement aux instances de pilotage, programmer les dépenses au budget, et assurer leur part de financement.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à garder confidentielles les informations appartenant à chacune des autres parties, dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de la réalisation de l'opération.

Toute publication par un ou plusieurs partenaires d'informations concernant les autres partenaires nécessitera l'accord écrit du comité décisionnel.

ARTICLE 12 : PROPRIETE DES ETUDES

A la réception des études, chaque signataire jouira de la pleine propriété de l'ensemble des études et réalisations propres à son territoire.

ARTICLE 13 : AVENANTS

Article 13.1 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre tous les signataires, fera l'objet d'un avenant.

Article 13.2 : Avenant au marché

Les avenants au marché, avec incidence financière, seront préalablement soumis à l'approbation du comité décisionnel.

ARTICLE 14 : FIN DU GROUPEMENT/ RESILIATION

La fin de la présente convention peut intervenir au terme normal de celle-ci ou de manière anticipée.

La présente convention peut être résiliée à l'unanimité des membres du comité décisionnel.

Un membre peut se retirer du groupement. Le retrait est décidé par une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité souhaitant ce retrait. Cette délibération est notifiée à tous les autres membres.

En cas de retrait, la collectivité sortante s'engage à s'acquitter de la totalité de la part de financement qui lui incombe dans le cadre de la présente convention.

En cas de changement des statuts et du périmètre géographique d'un signataire, il s'engage à poursuivre le projet tel que prévu dans la convention.

En cas de résiliation de la convention, pour quelque motif que ce soit, l'ensemble des signataires s'engage à acquitter tous les frais relatifs aux prestations engagées dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 15 : LITIGES

Article 15.1 : Litige résultant du marché

En cas de litige résultant de l'application des clauses des marchés, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

En plein contentieux ou en contentieux de l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, selon la clé de répartition de la présente convention (Cf Article 9.3.).

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

Article 15.2 : Litige résultant de la présente convention

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à le formaliser par un écrit adressé par LRAR à chaque partenaire.

Les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle, notamment en organisant une conciliation en présence d'un expert, désigné d'un commun accord entre les partenaires. Les frais d'expertise sont partagés selon les clés de répartition prévues de la présente convention (Cf article 9.3).

En cas d'échec des voies amiables de résolution, et à défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la formalisation par écrit du litige, sauf prorogation de ce délai admise à l'unanimité par les parties, ces dernières pourront soumettre leur litige à la compétence du Tribunal Administratif de Nice.

La présente convention comporte 10 pages.

Fait à , le

En 6 exemplaires originaux

**Pour la Communauté
d'Agglomération
des Pays de Lérins,
David LISNARD
3^{ème} vice-président délégué
aux finances et à
l'environnement**

**Madame la subdéléguée au
Plan Climat de Cannes,
Claire-Anne REIX**

**Monsieur le président de la
Communauté
d'Agglomération
Pays de Grasse,
Jérôme VIAUD**

**Madame l'adjointe
en charge de l'écologie et du
développement durable,
de la commune de Grasse,
Anne-Marie DUVAL**

**Pour la Communauté
d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Monsieur le vice-président
Thierry OCCELLI**

**Monsieur le maire de la
commune d'Antibes
Juan-Les Pins,
Jean LEONETTI**